

Sécurité publique à Montréal

Il y a urgence d'agir, madame la mairesse !

Montréal, le jeudi 17 octobre 2024 – À quelques semaines du budget municipal et face à la recrudescence de violence qui sévit à Montréal, le président de la Fraternité des policiers et policières de Montréal, M. Yves Francoeur, interpelle la mairesse Plante et réclame rapidement des actions concrètes pour mieux outiller les policiers et policières sur le terrain.

« Les récentes tentatives d'extorsions et les incendies criminels, la hausse de la violence chez les gangs de rue s'ajoutent à une situation déjà très difficile sur le terrain. Les policiers et policières de Montréal peinent à suffire à la tâche. On a besoin de plus d'effectifs sur le territoire, de plus de moyens. Ça prend plus que des belles paroles pour faire face aux enjeux actuels, ça prend des investissements, ça prend un plan d'action et ça prend une réelle volonté politique de s'attaquer aux problèmes. Ce n'est pas ce qu'on sent présentement à l'Hôtel de Ville », explique M. Francoeur qui a fait part de ses préoccupations dans une lettre à la mairesse.

Rappelons qu'au printemps dernier, la FPPM dévoilait un sondage Léger révélant la dégradation du sentiment de sécurité des Montréalais et Montréalaises ces dernières années. « Les récents événements ne vont certainement pas améliorer l'insécurité ressentie. C'est très préoccupant. La population est inquiète, les commerçants également. On réclame plus de policiers sur le territoire, mais il en manque. En plus, on doit se priver de patrouilleurs en voiture, parce qu'on manque d'autopatrouilles. Le problème ne vient pas de la direction du SPVM, il vient d'en haut. Ce ne peut pas toujours être la faute au gouvernement non plus, la mairesse a le pouvoir d'agir. On ne peut pas juste miser sur de la prévention et faire preuve d'attentisme avec tout ce qui se passe. Ça serait irresponsable », ajoute le président de la FPPM.

À quand un plan d'action ?

Le président de la FPPM se dit également fort préoccupé à l'approche du prochain budget. « L'administration municipale veut limiter les dépenses. Or, ce n'est pas le temps de sabrer dans la sécurité à la population. On en appelle au sens des responsabilités de la mairesse. La population a des attentes, vos policiers sont débordés. L'heure est à l'action », plaide-t-il.

Par ailleurs, le président de la FPPM déplore que la ville de Montréal n'ait toujours pas déposé au ministère de la Sécurité publique son plan d'organisation policière, comme le stipule la loi. En effet, les villes et municipalités ont l'obligation de se doter de ce plan qui doit prévoir de façon précise les effectifs minimaux nécessaires pour répondre à sa mission et assurer la sécurité de la population montréalaise. « Ce plan est important. Il vise à assurer une planification des ressources policières en fonction des différents enjeux territoriaux. Le plan aurait dû être transmis au ministère depuis longtemps », souligne M. Francoeur.

Pour le président de la FPPM, il est clair que la mairesse doit faire preuve de plus de leadership en matière de sécurité publique et prendre les choses en main. « Il y a un temps pour être dans la prévention et il y a des situations qui nécessitent une approche plus ferme, plus répressive. Nous sommes rendus là. On doit retrouver notre pleine capacité d'agir pour bien remplir notre mission », conclut-il.

Pour prendre connaissance de la lettre à la mairesse :

https://www.fppm.qc.ca/documents/communiqués/Lettre_mairesse_16_oct.pdf

-30-

Renseignements : Isabelle Lewis
Directrice des communications et des relations publiques
Fraternité des policiers et policières de Montréal
Isabellel@fppm.qc.ca
(438) 871-7211

